France-soir

2e DERNIÈRE

DEFENSE DE LA FRANCE . FONDE SOUS L'OCCUPATION (14 JUILLET 1941)

4e Année. — N° 363. — 2 fr. JEUDI 23 AOUT 1945 100, rue Réaumur (Gut. 80-60)

23-VIII-1945 PÉRIODIQUES

De WASHINGTON Pierre DÉNOYER et PERTINAX nous câblent

WASHINGTON s'apprête à faire à DE GAULLE une réception très cordiale

Les entretiens qui vont s'ouvrir peuvent être fructueux pour la reconstruction de la France

WASHINGTON, 22 août (de Pierre Denoyer via Radio-France).

LA capitale des Etats-Unis s'apprête à faire au général de Gaulle une réception très cordiale. Un fond d'amitié solide pour la France existe partout aux Etats-Unis. La visite que le général fera dans les différentes villes, après son séjour officiel dans la capitale, lui donnera des occasions trop rares de s'exprimer.

Beaucoup de soldats américains qui rentrent ou écrivent à leurs familles ne font pas de la France un tableau idyllique. Beaucoup trouvent notre population veule, soulignent nos méthodes vétustes, se plaignent de critiques ou d'attitude parfois inamicales. Leurs impressions d'Allemagne sont souvent plus favorables. Actuellement, la France n'offre pas un grand intérêt pour la moyenne des Américains. Leurs hommes d'affaires ne peuvent pas encore venir en France. Il est trop tôt pour parler tourisme. Dans le domaine intellectuel et scientifique, l'occupation allemande nous a momentanément paralysés.

Dans un autre domaine, ils attendent beaucoup de la France, mère des révolutions berceau de la liberté.

Ce sentiment que la France détruite, épuisée, a encore un grand rôle à jouer au moins politiquement dans le monde, est partagé par bon nombre d'Américains que de Gaulle et sa suite rencontreront ces jours-ci.

On ne s'attend pourtant pas à des manifestations d'enthousiasme comparables à celles qui l'accueillirent lorsqu'il est venu l'an dernier.

Le général de Gaulle avait exprimé le désir de visiter quelques grandes usines modernes. Les organisateurs de son voyage ont dû renoncer à le conduire vers certaines parmi les plus intéressantes, car elles sont en pleine transformation.

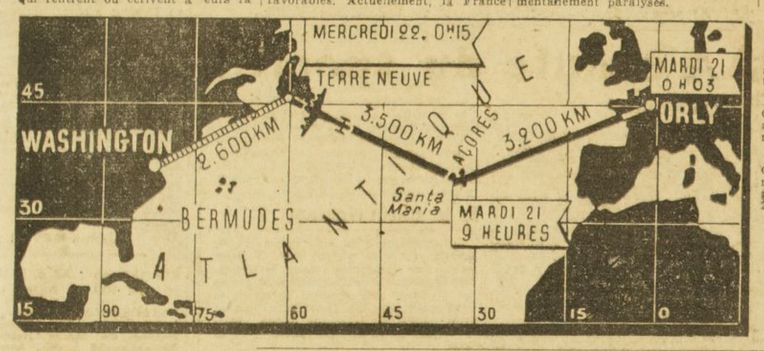
Modifications au programme

C'est ainsi que, lundi, la visite prévue d'une usine de guerre sera remplacée par la visite du nouvel aérodrome d'Idlewild en construction à New-York.

Le général partira lundi pour Chicago. Mardi, il visitera une aciérie où verra une usine d'automobiles.

Le programme de la réception au Canada n'est pas encore définitivement fixé. On sait seulement qu'un grand déjeuner sera offert mercredi 29 par le gouvernement canadien.

Les entretiens qui s'ouvrent aujourd'hui promettent d'être fructueux. Ils n'aboutiront ni à une alliance, ni à un traité, mais ils poseront les fondements d'une coopération dont la France bénéficiera et pour sa reconstruction intérieure et dans ses relations internationales.



LES CHINOIS ont pénétré EN INDOCHINE

Ils ont dépassé la frontière de 20 km. et avancent vers Hanoï

D'importants contingents de troupes françaises sont prêtes à rentrer dans notre colonie

MANILLE, 22 août. — L'agence Domeï annonce que les troupes chinoises ont franchi la frontière d'Indochine et ont avancé d'une vingtaine de kilomètres. Elles sont entrées dans la ville de Kao-Bang, à 160 kilomètres au nord de Hanoï, et poursuivent leur progression vers le sud. Leurs prochains objectifs semblent être les villes de Hanoï et de Langson.

Les Alliés ont accepté, en effet, que les Chinois occupent la moitié nord de l'Indochine « afin d'y régler la capitulation des troupes japonaises ». Dans la partie sud de l'Indochine, la même besogne a été attribuée aux Anglais.

L'ambassade française à Tchoung-King insiste sur le fait qu'un contingent français de plus de 6.000 hommes, sous le commandement du général Alessandri, qui s'était replié en combattant à l'intérieur de la Chine, sont prêtes à revenir en Indochine.

D'autres forces françaises, parmi lesquelles d'anciens maquisards de la guerre d'Europe, se trouvent actuellement à l'entraînement dans un camp de Ceylan, sous le commandement du général Blaizot. La marine française et des unités aériennes pourront également être envoyées en Indochine.

LA FRANCE PARTICIPERA à la signature de la capitulation nippone

Les Japonais préparent déjà une guerre de revanche

MANILLE, 20 août. — Le général Mac Arthur a envoyé au quartier général impérial japonais un message urgent ainsi rédigé :

« Les représentants de l'Australie, du Canada, de la France, des Pays-Bas et de la Nouvelle-Zélande signeront également l'acte de capitulation. La copie de l'acte remis à vos représentants devra donc être modifiée en conséquence. »

Cette décision rend justice à la revendication française de participer à la signature de la reddition japonaise et de ne pas y assister seulement en qualité d'observateur.

C'est dimanche prochain que les premières troupes aéroportées alliées arriveront en territoire japonais. Elles atterriront sur l'aérodrome d'Atsouki, à 32 kilomètres au sud-ouest de Tokio. Ces premiers effectifs comprendront 20.000 hommes.

Le général Mac Arthur lui-même arrivera mardi à l'aérodrome d'Atsugi lorsque l'occupation de la région de Tokio sera achevée. La capitulation sera signée trois jours plus tard.

Toutes les indications concernant la réaction des milieux nippons montrent que l'esprit de haine règne toujours au Japon. La radio de Tokio continue à ruser et à tergiverser. Elle évite de prononcer le mot de « reddition » et ne parle que d'« accord final » qu'on va signer. Une émission suggère que la cérémonie de la signature pourrait se dérouler à bord d'un cuirassé américain, pour éviter qu'elle n'ait lieu dans le palais impérial.

Des informations recueillies à Tchong-King confirment la duplicité dont les Japonais font preuve. Profitant du délai de trois semaines qui s'est écoulé depuis leur première offre de capitulation, les chefs militaires semblent préparer dès aujourd'hui la guerre de revanche. Ils seraient en train de réaliser toute une série de mesures secrètes : dissimulation de la plus grande quantité d'armes possible, démobilisation du plus grand nombre possible de soldats japonais, dispersion des stocks de guerre pour empêcher leur confiscation, etc...

Le gouvernement de Tokio a donné l'ordre à toutes ses troupes de ne pas fraterniser avec les Alliés quand ils débarqueront.

La reddition des forces japonaises se fait attendre

...à Singapour...

Radio-Singapour a annoncé cette nuit « qu'il n'avait pas encore été reçu d'instructions de Tokio et que, par conséquent, l'ordre de cesser le feu n'avait pu être donné ». Le poste ajoute que tout « mouvement allié » pourrait provoquer des « incidents regrettables ».

... en Birmanie

Lord Louis Mountbatten a demandé au général japonais qui commande les forces nippones en Birmanie de lui confirmer que les hostilités cesseraient aujourd'hui. Le général japonais a répondu qu'il n'avait reçu aucun ordre de l'empereur.

Mutineries en Mandchourie

On apprend maintenant que la reddition de la 5e armée japonaise de Mandchourie n'a pu se faire qu'après que les soldats nippons se furent mutinés et eurent tué les officiers qui voulaient les forcer à continuer la lutte.

"MONTY" CHEVAUCHE LE DESTRIER DE ROMMEL...

Ce blanc étalon arabe — âgé de 8 ans — avait été spécialement choisi par Rommel qui devait le monter le jour de son entrée triomphale au Caire. L'étalon a été retrouvé dans un dépôt de remonte du Schleswig-Holstein par les troupes britanniques. Le destrier de Rommel a été attribué — et c'est justice — au héros d'El-Alamein, à sir Bernard Montgomery, qui le chevauche chaque matin dans le parc de son Q.G. en Allemagne.

...Il menace les « déplacés » qui molesteraient les Allemands

LONDRES, 22 août. — Du Q.G. des forces d'occupation britanniques à l'agence Reuter :

Le maréchal Montgomery a fait publier, hier soir, par les services de presse alliés en Allemagne, un avertissement adressé aux « déplacés » où il leur signale qu'il prendra très au sérieux les crimes commis par eux contre les citoyens allemands.

« Je suis résolu, dit-il, à mettre un terme aux graves attentats commis par des citoyens des nations unies « déplacés ». Ce message s'adresse à vous tous. Je comprends fort bien que la majorité d'entre vous soit composée de gens paisibles et qu'elle n'est pas responsable des crimes commis par une faible minorité. J'avertis ceux d'entre vous qui seraient tentés de commettre des actes répréhensibles contre la population allemande que j'ai ordonné à mes troupes de prendre des mesures énergiques contre tous les individus pris en flagrant délit de viol ou d'assassinat, ou contre ceux qui commettent, de propos délibérés, des actes de pillage. »

...et il offre un fastueux goûter à des enfants allemands

ZONE D'OCCUPATION BRITANNIQUE, 22 août (d'Yves Causse, correspondant de l'A.F.P.). — Pour la première fois, un match de football, disputé entre Tommies et Allemands, a eu lieu à Oldenbourg. Les Allemands gagnèrent par quatre buts à deux.

D'autre part, le lieutenant-général Horrocks, adjoint de Montgomery, a donné une matinée récréative suivie d'un goûter aux enfants allemands âgés de trois à neuf ans habitant Eystrups. Le programme du spectacle comprenait des prestidigitateurs, des films de Mickey et un orchestre.

Le menu comprenait des tasses de lait, des sandwiches, des tartines beurrées, de la confiture, des gâteaux, de la crème et du chocolat.

Des matinées récréatives seront données en d'autres lieux.

Les enfants polonais et yougoslaves se trouvant actuellement dans les camps de déportés en Allemagne, dans la zone britannique, bénéficieront également de matinées organisées à leur intention.

DE GAULLE doit arriver à 16 heures (heure locale) à Washington

L'Avro-York à bord duquel le général de Gaulle et sa suite se rendent aux Etats-Unis avait fait escale hier soir à Terre-Neuve où il était arrivé à 0 h. 15. Il est reparti ce matin à 9 heures (heure locale) pour franchir les 2.600 kilomètres qui le séparent de Washington. On pense qu'il atteindra la capitale américaine vers 16 heures (heure américaine), soit 22 heures (heure française).

Contrairement à ce que l'on avait laissé entendre, il ne semble pas que l'appareil doive faire escale aujourd'hui à Montréal.

Le sujet des entretiens

par PERTINAX

WASHINGTON, 22 août (par câble via Radio-France).

1. La création d'un État rhénan et d'un État westphalien ;

2. Le prompt et total rétablissement de notre autorité en Indochine ;

3. L'aide américaine pour notre reconstruction.

LE général de Gaulle, qui passera à la Maison-Blanche sa première soirée et sa première nuit de Washington, trouvera devant lui un président qui, pour traiter les affaires internationales, a déjà pris de la confiance en soi et de l'aplomb. Tel est le jugement de ceux qui, à Potsdam, l'ont vu aux prises avec Staline.

Truman innove

Depuis avril, le président Truman s'en est tenu aux consignes de Roosevelt. Maintenant, il innove, il tire de son propre fonds l'action exécutive. Il examinera certainement le problème des relations franco-américaines avec le désir de les dégager du sillon assez mauvais où elles se sont traînées sous son prédécesseur.

Les entretiens de mercredi soir auront un caractère préliminaire. La journée de jeudi sera remplie par les conversations de MM. Bidault, Aiphand, etc... avec le secrétaire d'Etat James Byrnes, avec M. Vinson, secrétaire de la Trésorerie, avec de hauts fonctionnaires, etc... Dans ces conversations, le détail des problèmes sera discuté. Vendredi, le Président et le chef du gouvernement français aboutiront à des conclusions : ils fixeront les termes de leur accord, s'il y a matière à accord, comme il est raisonnable de l'espérer.

Trois questions majeures

Nous désirons que la politique américaine se clarifie sur trois questions majeures : 1° les affaires d'Allemagne et les réparations; 2° l'Indochine et les bases navales et aériennes que comportera le système de sécurité des Nations Unies; 3° l'aide que nous pouvons attendre pour la reconstruction de la France.

Sur le premier point, notre revendication principale concerne la rive gauche du Rhin et la Ruhr. Nous demandons que ces régions soient enlevées à la souveraineté allemande.

1 SUITE PAGE 2

L'ANGLETERRE après l'AMERIQUE dit "non" à la Russie dans les Balkans

par Pierre BOURDAN

LA guerre finie, les Alliés reprennent entre eux une liberté de langage et de critique à laquelle les exigences de la cause commune contre l'ennemi les avait fait renoncer pour un temps. C'est naturel. Toute alliance implique une certaine complicité et une certaine connivence entre Etats dont aucun n'est parfait, mais dont les fins communes sont acceptables.

Lundi, M. Ernest Bevin comme, avant lui, M. Churchill devenu chef de l'opposition, n'a pas hésité à parler carrément de l'intervention soviétique dans les affaires balkaniques. « Une forme de totalitarisme, a-t-il dit, est remplacée par un autre. Ce n'est pas là ce que nous entendions par ce mot de « démocratie » dont on a fait abus. » Et M. Bevin a, en particulier, critiqué le système électoral introduit par l'U.R.S.S. dans les Balkans et, notamment en Bulgarie. La Grande-Bretagne, dans une note officielle envoyée ce matin, précise qu'elle ne reconnaîtra « aucun gouvernement qui sortira d'élections de ce genre ».

Politique commune anglo-américaine

Quelqu'opinion qu'on puisse avoir de la question — et il serait difficile d'en exprimer une étant donné le système dont s'entourent les initiatives soviétiques dans cette région du monde ainsi, d'ailleurs, que dans les Etats Baltes — faisons deux constatations :

La première, c'est que le gouvernement travailliste de Grande-Bretagne confirme sur ce point les observations de son prédécesseur. La seconde, c'est qu'il affirme du même coup l'initiative du Département d'Etat américain qui s'est récemment inquiété de la situation faite à la « Démocratie » dans les Balkans. Or, M. Bevin a été, depuis 1935, un des avocats les plus fermes de la politique de rapprochement avec l'Union Soviétique. Dans l'affaire d'Ethiopie, pendant la guerre d'Espagne, à Munich, il a constamment recommandé une ligne de conduite qui coïncidât exactement avec celle du gouvernement soviétique. Il serait difficile de taxer le ministre de menées antisoviétiques ou de lui prêter des affinités avec la « Réaction » — pour employer un autre terme dont on a également fait abus.

Moscou envoie un représentant à Sofia...

MOSCOU, 22 août. — M. Kirsanov est nommé ministre extraordinaire et plénipotentiaire de l'U.R.S.S. en Bulgarie.

...et refuse de participer au contrôle des élections grecques

D'autre part, Moscou a décliné l'offre qui lui était faite de contrôler les élections grecques. Seuls les Etats-Unis, l'Angleterre et la France participeront à cette surveillance.

Il faut parler franc

La vérité est que toute l'admiration qu'on éprouve pour l'héroïsme de l'armée rouge et que tout le respect qu'impose l'œuvre gigantesque accomplie par l'U.R.S.S. dans tous les domaines, ne doivent pas interdire à ses alliés la franchise de langage, mais la rendent, au contraire, plus impérative. L'exercice d'une hégémonie virtuelle, politique ou idéologique, sur plusieurs Etats d'Europe orientale par nos alliés soviétiques est un fait qui a peut-être ses raisons — il faut parler franc.

2 SUITE PAGE 2

La fille de M. Pleven se fiance avec le fils du général Mangin

Mlle Nicole Pleven, fille de notre ministre des Finances, vient de se fiancer avec le fils du général Mangin. Le futur gendre de notre grand argentier s'est, d'ailleurs, révélé digne de son père, puisqu'il est lui-même compagnon de la Libération.

IL FAUT DÉTRUIRE l'œuvre de Bismarck

Et pour cela refaire une Autriche forte

par Edouard HERRIOT

Au moment où le Congrès du parti républicain radical et radical-socialiste discute les questions de politique étrangère, la personnalité la plus importante de ce grand parti, M. Edouard Herriot, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, a écrit pour les lecteurs de France-soir, sur un des sujets capitaux de la nouvelle politique européenne, l'article ci-contre :

LA France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Union Soviétique ont signé un accord relatif à l'administration de l'Autriche et au partage des zones d'occupation. A l'intérieur de ses frontières de 1937, ce pays est divisé en quatre secteurs : l'Union Soviétique occupera le Nord-Est, les Etats-Unis se réservent le Nord-Ouest avec la précieuse ville de Salzbourg, patrie de Mozart. La France s'installe dans le Tyrol, donc à Innsbruck et dans les Alpes du Vorarlberg, à Bregenz, sur le lac de Constance. La zone anglaise comprend le Sud, c'est-à-dire la Carinthie autour de Klagenfurt et la Styrie, dont la capitale est Graz. Le Burgenland, avec son chef-lieu d'Eisenstadt, demeure entre les mains de l'Union Soviétique. Quant à Vienne, elle est aussi partagée entre les forces armées des quatre puissances suivant un plan qui semble établi de façon fort judicieuse.

Pour l'ensemble du pays, la commission de contrôle comprend un Conseil allié et un comité exécutif avec des secrétariats généraux désignés par les quatre gouvernements occupants. Elle a pour devoir de séparer de façon définitive l'Autriche et l'Allemagne et d'établir aussitôt que possible une administration nationale, un gouvernement autrichien librement élu. Ces dispositions consacrent la désannexion de l'Autriche, préparent la transformation de son statut économique en vue des œuvres de la paix, doivent aider à la nécessaire élimination des colons allemands.

La moindre connaissance du passé de l'Autriche et de ses rapports avec sa voisine du nord commandait ces résolutions.

Une histoire confuse

Il n'est rien de plus compliqué, de plus confus que l'histoire de l'Allemagne. Pendant plusieurs siècles, elle présente l'aspect d'une masse inorganique et incohérente. On se perdrait à vouloir suivre les efforts des princes carolingiens, les variations du régime des Electeurs que la Bulle d'Or compare au chandelier à sept branches de l'Ecriture, les origines du Saint Empire romain

4 SUITE PAGE 2

La cessation du prêt-bail ne touchera pas la France

WASHINGTON, 22 août. — La Maison Blanche annonce que tous les contrats prêt et bail sont résiliés. Seules les commandes dont l'exécution est dans l'intérêt des Etats-Unis ou celles qui seront prises en charge par un gouvernement allié vont être exécutées.

M. Crowley, administrateur des affaires économiques, a déclaré à la presse que le prêt-bail a coûté aux Etats-Unis 41.208.000.000 de dollars (2.060 milliards de francs). En regard, l'aide reçue par les Etats-Unis des autres pays se chiffre à 5.500 millions de dollars (275 milliards de francs). La valeur des contrats en cours pourra être comprise au moyen de prêts effectués aux nations débitrices par la Banque américaine des Importations et Exportations.

Les effets de cette résiliation ne toucheront pas la France, la Grande-Bretagne et la Chine, avec lesquelles des accords financiers plus importants doivent être signés d'ici six mois.

M. Crowley a annoncé que les autorités américaines envisagent d'ouvrir à la France un crédit de 12 milliards de francs. Ce crédit servira à l'achat de matériel roulant.

DANS UNE SALLE BASSE de l'opulente villa Gimle

QUISLING et la "Reine MARIE" offraient aux chefs de la Gestapo des nuits d'orgie

par Bernard VALÉRY

L'œil dur, les lèvres serrées, tel apparaît Quisling

J'AI parlé à Quisling sans le voir.

Et je l'ai vu sans lui parler.

Je lui ai parlé pendant une demi-heure au téléphone. C'était le 8 août 1941. J'étais à Stockholm. Il était installé au palais royal d'Oslo en qualité de « Foerer » de la Norvège.

Je lui demandai en quelle langue il voulait que se déroulât l'interview : français, anglais, allemand, russe ou suédois ?

— Va pour l'anglais, me dit-il, bien que toute sa politique fût anglophobe et qu'il fût interdit de parler anglais en Norvège occupée.

A l'abri de la distance et d'une frontière, j'osai lui demander :

— *Qu'adviendra-t-il de vous quand l'appui des baïonnettes allemandes vous fera défaut ?*

Sans se troubler, l'homme qui a donné son nom à tous les traîtres à leur patrie, me répondit :

— Cette éventualité ne pourra jamais se produire !

Je l'ai vu, sans lui parler, le 18 mai 1945, par le judas de sa cellule — la 12 B — à la prison du n° 19 de la Moellergate, en plein cœur d'Oslo.

Il déplaçait rageusement son énorme corps, large et carré comme une armoire aux épaules, rond comme une barrique au ventre, d'un mur à l'autre de son étroit cachot.

Exactement un ours en cage.

Il se parlait à lui-même, à mi-voix. Et ce monologue semblait assez amer.

Il n'y avait, à ce moment que cinq jours qu'il était en prison.

Le matin où Oslo avait été libéré par les patriotes norvégiens, une longue Mercédès noire — cadeau de Hitler — était venue se ranger bien sagement devant la porte de la prison. Cette voiture était bourrée de cognac et de chocolat. Elle contenait quatre gardes du corps géants et Quisling en personne, la veille encore ministre-président de Norvège, et qui, après avoir erré deux heures sur les routes, s'était résigné à se constituer prisonnier.

Illusions

Mais il se faisait encore des illusions.

— Comment ? vous ne m'autoriserez pas à boire le cognac que j'ai apporté avec moi ? s'exclamait Quisling devant le directeur de la prison. C'est un traitement indigne. Je me plaindrai au roi Haakon !

Quisling dut se soumettre au règlement, faire son lit lui-même et aller chercher à la cantine ses repas. Mais cela ne lui fit pas perdre une seconde l'attitude hautaine qu'il avait adoptée depuis longtemps avec ses compatriotes.

Vidkun-Abraham Quisling avait pourtant eu une modeste origine. Son père était un pauvre pasteur de campagne et le petit Vidkun suivit les classes de l'école communale.

Un attaché militaire qui trafique sur les devises

Mais il avait une ambition démesurée. Il choisit la carrière des armes et tout de suite s'y distingua. Il sortit premier de l'Ecole supérieure de guerre norvégienne.

3 SUITE PAGE 2

Le procès d'OSLO

QUISLING avait livré les plans de défense de la Norvège

OSLO, 22 août.

APRES une nuit d'insomnie, passée dans la lecture de la Bible, Quisling est reparu devant le tribunal.

Il ne peut même pas se dire, à présent, que l'amitié des nazis le console, puisque nazis norvégiens et allemands l'attaquent à qui mieux mieux...

Quisling essaie de se défendre en disant que les lois du temps de guerre ne lui sont pas applicables, la Norvège étant un pays neutre.

En général, Quisling ne répond jamais directement. Il s'est même refusé à répondre lorsqu'on lui demanda si, en 1940, il recevait encore sa solde d'officier de réserve.

Quisling est accusé notamment, de s'être dérobé à l'ordre de mobilisation, en 1939.

Le procureur a produit ensuite un argument massue : la déposition de Rosenberg. Ce document établit, de façon irréfutable, que déjà avant l'occupation, l'accusé avait fourni aux Allemands des renseignements d'une valeur capitale sur l'organisation de la défense du territoire norvégien. C'est lui qui a conseillé l'attaque de la Norvège avec des troupes aéroportées.

A LA SALLE WAGRAM

Le Congrès radical a acclamé M. Herriot et M. Daladier

Le débat de politique générale n'est pas clos

Le Congrès radical a atteint, hier, son point culminant après l'audition des « Deux Edouard ». Il est pratiquement fini puisque le conflit entre les partisans des deux Chambres et ceux de la Constituante est résolu, après l'adhésion officielle de M. Herriot au retour à la Constitution de 1875.

L'intervention de M. Daladier a été la plus sensationnelle, puisqu'elle marquait le retour sur la scène politique de celui qu'on appelait naguère le taureau de Vaucluse et qui n'avait, hier, rien perdu de son agressivité. Il commença par dire qu'il dédaignait les masses et qu'il venait à la tribune pour défendre la doctrine du parti.

C'est surtout sa politique d'avant-guerre qu'il s'attacha à défendre. Il ne justifia pas à proprement parler

M. DALADIER
pendant son exposé

Munich, mais présenta l'événement comme inévitable après les hésitations de l'Angleterre et les refus roumain et polonais d'accorder le droit de passage à la Russie.

La salle entière se leva pour acclamer l'ancien président du Conseil. Aux dernières nouvelles, ce n'est pas la politique de Munich qu'elle avait voulu approuver, mais elle avait voulu manifester sa sympathie pour l'homme d'Etat radical le plus combattu par les communistes.

M. Herriot, toujours en verve, improvisa. Il parla sur le ton de la conversation et en émaillant son discours de propos de bonne humeur, racontant comment il avait été à l'origine de la sécurité collective et comment le parti radical avait vu juste puisqu'il s'était prononcé le premier pour l'entente étroite des démocraties. A cet égard, il n'avait pas à modifier son programme. Et politique intérieure non plus. Les institutions ne doivent pas être abolies mais on doit, au contraire, comme l'a fait l'Angleterre, s'appuyer sur elles pour réaliser la République sociale et économique. Il conclut sous les applaudissements unimes « Parlez joyeux et confiants, le succès est entre vos mains. »

Ce matin, politique économique et financière

C'est M. Laffargue, secrétaire du bureau du comité exécutif, qui développe, au cours de la séance de ce matin, le rapport de politique économique et financière. Il s'attache tout d'abord à déterminer les facteurs qui interviendront dans la reprise du commerce national. La France, en effet, reste tributaire de l'étranger pour son ravitaillement en matières premières. Elle trouvait, d'autre part, des produits essentiels pour son ravitaillement. Or, actuellement, notre capacité de production montre un affaissement considérable par rapport aux chiffres d'avant-guerre. Mais pour revenir à notre ancienne production, la France ne saurait se passer du concours de l'étranger.

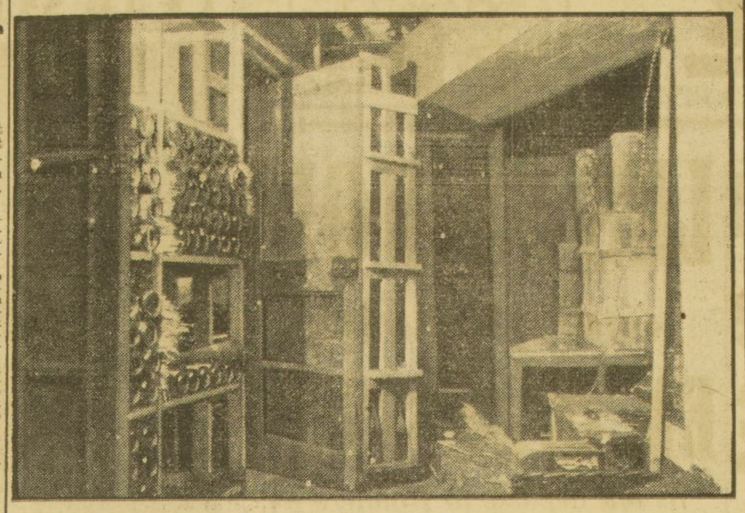
D'autre part, elle doit pouvoir compter sur sa part de récupération dans le matériel lourd allemand, sur la main-d'œuvre des prisonniers et retrouver son propre matériel volé.

Il faut aussi développer la mise en valeur de notre empire sans faire de nos colonies le dépotoir d'un matériel inutilisable dans la métropole. Il sera nécessaire également de retrouver des moyens de transport pour écouler nos stocks coloniaux.

Après avoir attiré l'attention du Congrès sur le développement nécessaire du tourisme, M. Laffargue envisage le problème des changes et la solution à intervenir pour faire face au paiement de nos importations. Les prix de revient français sont en effet actuellement supérieurs aux prix mondiaux et freinent notre exportation.

En ce qui concerne la main-d'œuvre et les salaires, l'orateur s'élève contre la tendance à l'égalisation et invoque l'exemple de l'U.R.S.S., où l'on distingue largement entre un manœuvre et un ouvrier qualifié. Il souhaite, d'autre part, la disparition des cités ouvrières et des taudis par une vaste décentralisation industrielle qui permettra à l'ouvrier de garder sa personnalité.

FRUCTUEUSE PERQUISITION
dans la cave truquée du "Valencia"



Serait-ce le blockhaus de quelque bootlegger ? Non, c'est simplement la cave aussi bien montée qu'astucieusement truquée du « Valencia », bar, 30, rue du Faubourg-Montmartre. Les services du Contrôle du ravitaillement, récemment créés par M. Pineau, viennent d'y découvrir d'importantes réserves de viande, de gruyère, de cigarettes américaines et d'alcool, et semblent avoir touché là l'entrepôt d'une puissante entreprise de marché noir.

IL FAUT DÉTRUIRE l'œuvre de Bismarck

(Suite de l'article d'Édouard HERRIOT)

SUITE 4

germanique, la succession des dynasties, les conflits des souverains et des feudataires. Parfois, cette histoire se simplifie sous l'autorité d'un chef vigoureux comme Othon le Grand ou Frédéric Barberousse.

En fait, l'Allemagne des burgs et des seigneurs pillards, des « Minnesingen » et du Nibelunglied ne cesse de se fragmenter.

C'est un grand jour pour l'avenir que celui où un Albert, en 1438, fait remonter la maison d'Autriche sur le trône impérial qu'elle occupera jusqu'en 1806. Déjà, au XIII^e siècle, un Habsbourg, Rodolphe, a dirigé l'empire, mais ce prince à la fois affable et fier, populaire pour sa grande bravoure et pour sa haute taille, n'avait pu fonder une dynastie. Désormais, c'est l'histoire connue, l'histoire classique : Charles Quint, le sage Ferdinand I^er, Ferdinand II et la guerre de Trente ans, Charles VI et la guerre de la Succession d'Autriche, Marie-Thérèse.

Pour entendre le sens profond des événements qui se sont déroulés sous nos yeux — avec le succès foudroyant de ces armées russes que j'ai vues et admirées — pour déduire les conséquences qui s'imposent, il suffit d'interroger Frédéric II. La Prusse est devenue le noyau actif de l'Allemagne, grâce aux Hohenzollern, grâce à l'achat par Frédéric VI de l'électorat de Brandebourg, grâce à l'héritage, réalisé par Jean Sigismond du duché de Prusse, grâce aux réformes de Frédéric-Guillaume : voici qu'apparaissent maintenant les organisateurs.

Sinistre ironie de Hitler

A-t-on compris la sinistre ironie de Hitler lorsqu'il installe les débris de l'ancien gouvernement de Vichy à Sigmaringen dans la petite ville danubienne ? Est-ce parce qu'il y a là dans le château, pour distraire ces hôtes méprisés, une collection de vieux tableaux de la Souabe, des orfèvreries et des sculptures, des grès et des émaux ? Mais non. C'est que Sigmaringen, capitale de l'ancienne principauté, est une enclave prussienne en Wurtemberg. C'est que le château a donné son nom à la vieille maison souveraine, au chef des deux lignes principales, à celle, en particulier, qui fournit les électeurs de Brandebourg, les rois de Prusse. Les historiens allemands sont plein de ces souvenirs : ils leur ont consacré de formidables « monumenta ». Et, en accordant au prétendu gouvernement français l'exterritorialité dont il se vante, Hitler impose que le drapeau français soit surmonté de la couronne des Zollern. Les photographies en font foi.

Rapt de la Silésie

Ils ont bien travaillé, les descendants de la ligne de Franconie. La maison des Habsbourg a dû reconnaître Frédéric I^er comme roi de Prusse. Le roi-sergent a organisé une armée formidable. Frédéric II survient. Sans tarder, il se jette sur la Silésie, réclamant, au nom des Hohenzollern, les duchés auxquels ses aïeux ont expressément renoncé. En plein hiver, il franchit la frontière, en toute surprise dans Breslau. Par un mélange d'audace et de fourberie, il arrache à Marie-Thérèse la riche province que baigne l'Oder.

Cette province, la guerre de 1914-1918 l'a déjà réduite au profit de la Tchécoslovaquie et de la Pologne. Les récentes campagnes des Russes ont détruit sur ce point comme en ce qui concerne la Pologne, l'œuvre de Frédéric II, qui avait voulu réaliser au profit de la Prusse l'idée unitaire jusque-là représentée par la Maison d'Autriche.

L'Allemagne, ellipse à deux foyers

L'Allemagne est demeurée longtemps une ellipse à deux foyers. La rivalité, aggravée par l'antagonisme religieux, recommence après 1848. L'Autriche, qui a failli périr sous les coups de Frédéric II, ressaisit en 1815 des territoires, mais non son ancienne autorité. Elle souffre de l'opposition des races réunies sous le sceptre impérial. Elle ne peut réaliser qu'une factice union avec les Polonais de Cracovie, les Tchèques de Prague, les Italiens de Venise. L'empereur François-Joseph essaye vainement de reprendre à son profit le rêve d'unité allemande ; lorsqu'il convoque les souverains à Francfort, le roi de Prusse, insolemment, refuse d'accepter la convocation et d'assister à un éphémère feu d'artifice. Les Hohenzollern poursuivent leur plan méthodique : afin de le seconder, ils donnent même à la Prusse une de ces Constitutions libérales dont le sort, en Allemagne, n'est jamais durable.

Et Bismarck entre sur la scène, décidé à exploiter la vieille hostilité contre l'Autriche, parfaitement méprisant pour le Parlement, fourbe autant, sinon plus que Frédéric II. C'est lui qui va détruire l'édifice germanique de 1815. A Sadowa, l'Autriche est vaincue et la France en même temps qu'elle. Par la paix de Prague en 1866, Vienne doit consentir à ce que les affaires d'Allemagne soient réglées désormais sans sa participation. La Confédération germanique est dissoute. Tous les Etats situés au nord du Mein doivent former une organisation nouvelle sous la direction de la Prusse. Notre défaite de 1870 consacrait l'établissement de l'empire d'Allemagne au profit de cette puissance. Le travail commencée par les électeurs de Brandebourg était menée à son terme. Plus d'ellipse à deux foyers. Un cercle avec, au centre, Berlin.

Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est défaire non pas seulement l'œuvre de Frédéric II, mais celle de Bismarck. Hitler lui-même a tracé notre devoir. Lorsqu'il s'est mis en marche pour réaliser son programme d'impérialisme après avoir réoccupé la Rhénanie, il a, sans délai, en mars 1938, annexé l'Autriche. Dès 1934, il avait fait assassiner le chancelier Engelberg Dolfuss, cet homme si petit de taille et si grand de cœur, dont le patriotisme m'avait séduit lorsque je l'avais rencontré à la Conférence de Lausanne. Il a fait emprisonner son successeur dont je n'ai pas oublié les confidences angoissées, quand il me recevait dans son hôtel du Ballplatz.

Il faut créer une Autriche forte dotée de moyens économiques suffisants pour lui éviter ces humiliations dont elle a souffert et qui ont acclimaté chez elle le national-socialisme. Tous ceux de ses voisins qui méritent notre intérêt n'ont pas à craindre d'elle ce qu'ils redoutaient de l'Empire austro-hongrois.

J'aurais beaucoup d'autres raisons à donner. Je veux m'en tenir aujourd'hui au commandement de l'Histoire.

Reproduction, même partielle interdite. Copyright by France-soir *and Opera Mundi.*

LES ALLIÉS et le problème des Balkans

SUITE 2

et ses bonnes raisons — mais que les autres Nations Unies ont à connaître en vertu du principe de solidarité et d'interdépendance de leurs intérêts qui fut si souvent affirmé. Elles ont aussi à les connaître parce que la politique soviétique engage aussi le problème allemand qui est un problème universel.

Si la question est ouvertement abordée à Washington et à Londres, tant mieux. Cela vaut mieux que des manœuvres, et des manœuvres en sous-main dont l'opinion publique des grand pays subira un jour les effets sans avoir été éclairée sur leurs causes.

Nous en sommes à un stade où l'on peut, entre amis, crever les abcès sans que les relations internationales en souffrent. Profitons-en. Le silence et les complicités tacites n'ont jamais donné d'heureux résultats.

Pierre BOURDAN.

Les orgies de Quisling et de la "Reine Marie"

SUITE 3

En 1919, il était attaché militaire à Lenfingrad, puis à Helsinki. Paradoxe curieux, il fut chargé de protéger les intérêts britanniques en Russie. Un peu plus tard il publia un livre : « La Russie soviétique et nous », dans lequel il préconisait l'entente entre la Norvège et la Grande-Bretagne. Mais un jour, les Russes s'aperçurent que M. Quisling exportait illégalement des devises et des objets d'art. Il dut rentrer en Norvège et quitter l'armée.

Dès 1922, il retournait en Russie, cette fois comme assistant de Nansen, et distribuait aux populations soviétiques affamées du blé et du chocolat américains sur lesquels il ne manqua pas de prélever au passage une dîme personnelle.

De retour en Norvège, il se lance dans la politique, offre aux socialistes d'organiser pour eux une brigade rouge, de leur vendre les secrets des communistes norvégiens, offre aux communistes de les aider contre les socialistes.

Repoussé par la gauche, Quisling commence alors une agitation contre la classe ouvrière norvégienne.

Comment atteindre les communistes ?

Un jour, des hurlements se font entendre du bureau qu'il occupe au ministère de la Défense et les gardes accourent. Se tenant les yeux des deux mains, Quisling gémit et accuse un assaillant inconnu de lui avoir jeté du poivre aux yeux et d'avoir tenté de s'emparer de documents importants que, lui, Quisling, a héroïquement défendus.

Une enquête policière établit rapidement que l'attentat — s'il y a eu attentat — a été arrangé par Quisling lui-même. Scandale, départ du ministère de la Défense.

L'année suivante, Hitler accède au pouvoir et le 17 mai 1933 Quisling annonce la formation de son parti, le Rassemblement National : « Nasjonal Samling ».

La grande vie

Le grand moment finit par arriver. Le 9 avril 1940, les Allemands, à qui Quisling avait au préalable remis une partie des plans de la défense norvégienne, envahissent et occupent le pays. Après quelques délais, Quisling réalise son rêve : le voilà ministre-président de Norvège.

Alors c'est la grande vie. Il travaille au château royal, couche dans la plus belle villa de Norvège, « Gimle », dont la restauration coûta à l'Etat norvégien 5 millions de couronnes. Dans une immense cave basse, décorée à la mode des anciens Vikings, des orgies fantastiques prennent place, avec le Reichskommissar Terboven et les chefs de la Gestapo allemande comme principaux partenaires. Sa nièce — une juive russe — que les Norvégiens appellent « la reine Marie », se commande des robes par centaines dans les meilleures maisons de Vienne et de Berlin.

Tant pis s'il reçoit des affronts, comme le jour où il jeta au visage de l'évêque Berggrav : « traître », et qu'il reçut en réponse cette calme présentation : « Evêque Berggrav ».

Tant pis si, un jour, il lui faudra répondre de sa félonie.

Ce jour est venu.

Bernard VALERY.

Une commission britannique étudiera les problèmes de l'énergie atomique

LONDRES, 22 août. — Le gouvernement britannique a nommé une commission consultative chargée d'étudier « tous les problèmes soulevés par l'énergie atomique ». La commission sera présidée par sir John Anderson, ancien chancelier de l'Echiquier. Sir John Anderson avait déjà présidé la commission d'études britannique qui, en collaboration avec une commission américaine, surveillait l'élaboration de la bombe atomique.

Sir John Anderson aurait refusé, d'autre part, le poste d'ambassadeur britannique aux Etats-Unis, qui lui avait été offert par M. Attlee.

La bombe atomique contre l'ouragan

NEW-YORK, 22 août. — Le maire de Miami a adressé un télégramme au président Truman lui demandant de faire jeter une bombe atomique sur l'épicentre d'un ouragan qui approche de la côte sud de la Floride.

Les nazis ont exterminé un tiers de la race juive

LONDRES, 22 août. — On estime que les nazis ont exterminé plus de six millions de Juifs, soit le tiers de l'effectif total de cette race dans le monde. A Vienne, par exemple, après avoir tué des dizaines de milliers d'Israélites, les nazis ont laissé vivre quelques individus, afin de tenter de justifier leurs théories de sélection des races humaines.

LES ENTRETIENS DE WASHINGTON

(Suite du câble de PERTINAX)

c'est-à-dire à l'Etat central allemand qui, tôt ou tard, se formera. Les frontières de la Pologne sont poussées jusqu'à Berlin et jusqu'à Dresde. Nous entendons nous prémunir contre une renaissance explosive du germanisme en direction de l'Ouest. Le gouvernement de Washington, sur ce sujet, n'a pas de conception établie. Il a l'esprit ouvert, mais ne discerne pas la solution, utile, à discerner autant moins que l'entrée en scène de l'énergie atomique ébranle des idées militaires reçues. Ici, on a pensé à la fondation d'un Etat rhéno-westphalien. Mais nous voulons un Etat westphalien et un Etat rhénan séparés l'un de l'autre, celui-ci lié à notre économie, celui-là placé en régime international. Ce que nous avons en tête mérite d'être traduit en explications rationnelles qui forcent la conviction.

Le président Truman et M. Byrnes sont sortis de Potsdam libres de tout engagement. Comme les Russes proclament l'internationalisation de la Ruhr, les Américains et les Anglais ont répondu que le sujet ne pouvait être discuté en l'absence de la France. Personnellement, je crois que les Etats-Unis accepteront tout règlement territorial auquel la France, l'Angleterre, la Hollande et la Belgique se seront mises d'accord. Tant que, dans la conduite de leur politique, ces Etats tireront à hue et à dia, Washington demeurera probablement sceptique et hésitant.

Un strapontin pour la France en Extrême-Orient

Sur le deuxième point (l'Indochine) nous voulons être assurés de rétablir au plus tôt notre autorité dans la colonie perdue. La division de l'Indochine en une zone d'opérations chinoise et en une zone d'opérations britannique nous inquiète. **La-dessus, il y a des indices que nous obtiendrons satisfaction.** En attendant, les demandes que nous avons produites relativement à la participation de la France dans les divers actes de la capitulation japonaise n'ont prévalu que de façon insuffisante. Le général Leclerc sera présent à la signature, de même que les représentants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Hollande, mais le général Mac Arthur ne dirigera qu'au nom des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la Russie, de la Chine. En Extrême-Orient, nous sommes donc placés au deuxième rang.

118 milliards de francs de fournitures

Quant au troisième point, la reconstruction de la France et l'aide américaine, la question se pose comme suit : nous n'avons plus à espérer de fournitures au titre du Prêt-bail, puisque la loi de Lease-Lend cesse de jouer avec la fin des hostilités contre le Japon. Reste à savoir si, en vertu de l'accord franco-américain du 28 février 1945, nous continuerons à bénéficier de la section trois (C) de la susdite loi. Dans cette section, il est disposé que deux catégories de fournitures nous seront encore livrées : matières premières, produits alimentaires, matériel d'usine jusqu'à concurrence de 1.675 millions de dollars, et des locomotives, des wagons, des navires, du matériel d'usine, d'exploitation minière, jusqu'à concurrence de 700 millions de dollars, le tout remboursable en 30 ans avec intérêt de 2,3 huitièmes.

Pour la deuxième catégorie, le cinquième de la somme due doit être payé comptant. Arrangements avantageux, mais le président a le droit de supprimer cet arrière-train de Lease Lend au nom de l'intérêt national et peut-être en usera-t-il. Il nous faudrait alors nous rabattre sur d'autres combinaisons, emprunter à l'Export-Import Bank... Mais les prêts que cette institution d'Etat peut consentir sont limités et les conditions, plus onéreuses. Tout cela a trop longtemps été laissé dans le vague. Nous avons par trop misé sur le Lease Lend.

Copyright by FRANCE-SOIR and Pertinax.

Le problème du papier devant l'Assemblée de la Presse française

L'assemblée de la Presse française a repris ses travaux ce matin. M. Blank, secrétaire général de la Fédération, a lu aux congressistes un important rapport sur l'approvisionnement en papier...

Les difficultés n'ont fait qu'augmenter, a-t-il dit, depuis la libération. Et cela parce qu'on a voulu limiter les moyens d'expression de la presse.

On a ainsi fait échouer des pourparlers avec des fabricants suisses qui pouvaient nous fournir 3.000 tonnes par mois. De la même manière, une affaire de papiers anglais n'a pas abouti.

La production française est catastrophique. Elle est à 6,8 % du chiffre de 1939. Aucune autre industrie n'est à un niveau aussi bas.

Et, parallèlement, le ministère de l'Information permet sans cesse la parution de nouveaux organes.

Il faudra attendre au moins 1946, a-t-il conclu, pour que les journaux puissent tirer librement sur grand format. »

Dans la discussion qui suit, se dégage la complète unanimité des directeurs. L'assemblée décide l'établissement d'un manifeste qui sera rendu public par voie de presse et d'affichage, la solidarité totale allant jusqu'à la grève sur le plan régional au cas où un quotidien serait amené à pratiquer faute de papier et au non-transport par les messageries des journaux parisiens dans la région touchée par la grève.

Les élections générales aux Indes

LONDRES, 22 août.

Le Dr Azad, président du Congrès, dans un télégramme adressé au vice-roi, déclare que les conditions dans lesquelles se déroulent les élections générales sont contraires à tout esprit véritablement démocratique.

De son côté, le secrétaire général du parti radical démocratique a élevé une protestation contre la procédure arrêtée pour les élections. (A.F.P.)

LES SPECTACLES

■ **JEUDI, Marie DEA, Abel JACQUIN et tous les créateurs reprendront au THEATRE de PARIS l'immense succès « UN AMI VIENDRA CE SOIR. »**

au NORMANDIE
JEAN TISSIER — ROGER PIGAUT — BLANCHETTE BRUNOY DANS... l'invité de la 11ème heure

TABARIN
Réouverture
Demain jeudi à 21 h.
avec
« LA JOIE RENAIT »
Le fameux French Cancan
Tous les soirs, de 21 h à 1 h du mat.
Retenez votre table. TRI. 23-16

JEUDI 23 AOUT
REOUVERTURE du
LIDO
SON SOMPTUEUX SPECTACLE et PREMIERE REPRESENTATION du nouveau spectacle de CABARET
T.l.j. de 20 h.15 à 2 h. du mat.

LES BEAUX VOYAGES DES AMATEURS
ET LE TRISTE SORT DES ASPIRANTS

Milo Carrara ne passe pas « pro »

Dans la liste des trente-deux engagés pour le Championnat de France de poursuite ne figure pas le nom de Milo Carrara.

Le jeune champion s'est ravisé. Il reste amateur pour le moment et va entreprendre une série de déplacements avec son club.

— Après avoir couru dimanche le Trophée Peugeot, nous dit Paul Ruinart, **toute l'équipe partira dans le Sud-Ouest pour y courir : le 27 à Dax, le 28 à Rion-les-Landes, le 1^er septembre à Angoulême, le 2 à Bordeaux, dans le match Paris-Bordeaux, le 3 à Tarbes, le 5 peut-être à Bayonne, le 9 à Saintes...**

— Beau voyage...

— Au retour, Carrara s'alignera dans le Grand Prix des Nations, mais comme amateur. Il courra ensuite le 23 à Romans, le 30 à Lyon. Enfin, il fera ses débuts en Suisse au début d'octobre...

On comprend que Carrara ait remis à plus tard ses débuts comme « pro »...

Catégorie brimée

Tandis que de grandes facilités sont ainsi données aux amateurs — ou plus exactement aux coureurs classés comme tels — quel est le sort réservé à nos aspirants?

Cette catégorie créée dans un but d'encouragement est totalement délaissée par l'U.V.F.

1°) Le Championnat de France a été supprimé ;

2°) Aucune épreuve réservée aux aspirants n'est organisée ;

3°) Le Trophée Peugeot, qui leur était ouvert jusqu'ici, les refuse cette année, si bien que cette épreuve, destinée à rechercher des coureurs pour le Tour de France, devient une « seconde édition » du Championnat amateur ;

4°) Alors que tout est permis aux indépendants, les aspirants ne peuvent courir avec les amateurs.

Espoirs oubliés : Audaire et Arnauguilhem

C'est ainsi que nous ne verrons pas dimanche, à Paris, le « poulain » d'Eloi Tassin, le jeune Nantais Audaire, dont nous avons pu apprécier les qualités dans le Grand Prix de Nantes qu'il termina quatrième derrière Tassin, Tiger et Martineau.

— J'avais cru bien faire en prenant une licence d'aspirant, nous dit-il. **Mais je n'ai disputé jusqu'ici que de petites courses. J'espérais aller courir la finale du trophée Peugeot...**

Agé de 21 ans, travaillant comme fraiseur aux Chantiers de la Loire, n'ayant jamais fait de déplacement ni fait de grandes courses, Audaire est-il professionnel ? Autre hic, espoir que nous aurions aimé voir à Paris. Arnauguilhem, qui travaille dans les Landes comme « régleux », accumule les victoires et places d'honneur.

Que fait-on pour favoriser les progrès de tels espoirs ?

A. BAKER D'ISY.

Mike Jacobs organisera à Londres et à Paris

LONDRES, 22 août. — Mike Jacobs, l'organisateur américain de Madison Square Garden, a l'intention d'organiser de grandes réunions internationales de boxe, non seulement à New-York, mais aussi à Paris et à Londres. Il espère organiser chaque semaine un tournoi dans l'une des capitales. Il voudrait avoir comme têtes d'affiche pour son organisation le poids lourd anglais Woodcock, le poids mi-lourd britannique Fred Millers et le champion de France Marcel Cerdan.

Le représentant de Mike Jacobs compte venir incessamment en Europe pour organiser le départ de ces trois boxeurs aux Etats-Unis.

André FAMECHON bat MAZZUCCHI

NICE, 22 août. — Au cours d'une soirée organisée au Casino municipal, devant un public nombreux, André Famechon s'est nettement affirmé aux dépens du Niçois Mazzucchi. D'autre part, Crion et Mougin firent match nul.

Bientôt un gala sera organisé avec les trois frères Famechon.

Titre mérité pour le « Racing »

La sévérité de la formule fait tout l'intérêt de ce championnat interclubs

LES nageurs toulousains ont été déçus et ils ont déçu hier, aux Tourelles, dans le championnat de France interclubs.

Tout d'abord ils ont commis une erreur : celle d'avoir fait nager la grande vedette Alex Jany, sur le dos. Nos Toulousains croyaient dur comme fer que leur champion allait gagner sa course. Il fut battu par Girola, du Racing.

Ce premier déboire fut suivi d'un autre. Nakache succomba sur 200 mètres devant le jeune pucisteur Lucan. Dès lors, les chances que le T.O.E.C. avait de vaincre le Racing parurent bien petites.

Alors qu'il ne restait plus qu'une épreuve, le relais 4 × 200 mètres, le Racing était en tête du classement et un dernier succès des Toulousains aurait classé les équipes à égalité de buts, il fut forfait général et

Au cours de l'assemblée générale de la F.F.N., la Journée nationale de la natation a été supprimée du calendrier 1946.

perdit les points de Le Morvan, gagnant des 1.500 m., au bénéfice du racingman Gelsenhoffer.

Nos Toulousains ne digérèrent pas la « pilule » et ils nagèrent le relais pour la forme. Si bien qu'en fin de compte ils ne sont que troisièmes, derrière le P.U.C., points avec le titre au Racing, possesseurs du plus grand nombre de victoires individuelles.

C'est alors que le C.N.P.U.C. dans le relais 4 × 100 mètres, pour gagner d'un... point.

Fernand LEGOUGE.

A l'écoute du sport...

On fraternise !

A Oldenbourg, une équipe militaire britannique a été battue par le onze local : 4 à 2. Quelques jours auparavant la même équipe allemande avait fait match nul 3 à 3 avec un onze canadien.

Nous, on veut bien... Puisque la guerre est finie !

Et si l'on rappelle inopportunément qu'aucun sportif français n'a rencontré un sportif allemand au temps de l'occupation, c'est sans doute que nous avions tort dans notre inutile fierté.

L'admirateur

POUZIEUX a gagné brillamment à Tourcoing un 3.000 mètres. Un quidam l'aborde et le félicite avec chaleur. Puis en confidence :

— Venez donc dans le couloir des vestiaires, Pouzieux, assez inquiet, le suit...

— Votre course m'a emballé ! Prenez ça... Et de sortir de sa poche un billet de 100 francs que Pouzieux, très digne, refusa.

— Mais si, mais si, vous boirez à ma santé...

Après tout, le champion du Métropolitain-Club est militaire. Et les foudres de la F.F.A. ne s'abattront pas sur lui s'il est, en-fin de compte, laissé faire...

Et le statut du sport ?

Un attend depuis des mois l'enfant de M. Sarrailh, et l'on ne voit rien venir. Ce statut avait soulevé l'opposition unanime des fédérations (ces grandes résistantes comme chacun sait !) Dame, leurs privilèges incroyables et inacceptables dans une démocratie, risquaient d'être menacés par le nouveau système d'élection adopté par le directeur de l'E.P. et du Sport.

Devant ce tollé quasi général, M. Sarrailh a-t-il reculé ? Tout le laisse à penser.

G. M.

A la veille du championnat de football

FORCES NORDISTES impressionnantes

LENS, 22 août (de notre corr. R. Grivart). — Pour jouer contre Sète, dimanche, le R.C. Lens bénéficiera de la rentrée de Meilui, qui portait les couleurs lensoises en 1938 et vient de rentrer d'Espagne, où il joua quatre ans à Grenade.

De haut en bas : STANIS BOURBOTTE, DA RUI, LEGLISE.

Les équipes prévues sont les suivantes :

LENS. — Mielczarek ; Marek, Flak ; Battut, Gouillard, Ourdouillie ; Hermant, Siklo, Stanis, Meilui, Doye.

SETE. — Balembo ; Abder, Franquès ; Tomazover, Manttner, Raufin ; Cavaill, Baoto, Koranyi, Danzelle, Miramon.

Notons encore la formation des équipes nordistes qui joueront dimanche.

LILLE, pour son match contre Cannes : **Witowski ; Jedrejack, Méresse ; Bourbotte, Stefaniak, Bigot ; Walter, Prévot ou De Cecco, Bihel, Tessier, Lechantre.**

Le **C.O. ROUBAIX-TOURCOING**, pour se rendre à Saint-Etienne, alignera : **Da Rui, Urbaniak, D'Huist ou Derueille ; Lewandowski, Dubois, Leduc ; Hiltl, Jelinek, Grava ou Arbizza, Vandevelde, Stricanne.**

VALENCIENNES annonce pour son déplacement en pays picard contre Amiens : **Dedecker ; Demaret, Defer ; Lanery, Dehon, Guers ; Renard, Wozniak, J. Leglise, Minel, Lempowski.**

Enfin, le **S. A. DOUAI**, qui reçoit Angers, prévoit : **Théret ; Grotzky ou Gyzelnick, A. François ; Barbieux, Michiels, Delcourt ; Dehaine, De Cecco, Gruchala, Lawidzack, Navrot.**

Comme on peut le constater, le football nordiste possède des forces impressionnantes.

Calmels a signé au Red Star

Amiens étant intransigeant au sujet de la mutation Bican pour le Red Star, les dirigeants audonien ont dû se montrer prévoyant.

Ils ont fait signer Calmels. Appoint sérieux qui fera oublier au Red Star sa déception de ne pouvoir conserver son rude défenseur Bican qui fit un si bon match contre Zurich. — R.C.

◆ **Sont qualifiés : Cur. Kelier à Sochaux, Bachelouf à Perpignan, Bakrim à Bordeaux, Huguet à Saint-Etienne, Galliano à Antibes, Ventapane à Bordeaux, Hamar à Grenoble.**

UNE ERREUR DE TOUJOURS : LA RÉUNION DE SÉLECTION !

La réunion de dimanche prochain au stade Jean-Bouin, bien qu'improvisée (sauf pour le 10 kilomètres, le 3.000 mètres-steeple, le décathlon — trois championnats — et le challenge Géo-André) se justifierait grâce aux invités finlandais.

Donc si Finlandais il y a, très bien, car les Belges nous délèguent deux bons spécialistes : Poi Braekman et Brancart, tandis que les Suissea nous refusent le plaisir d'applaudir Neumann et Volkmer, à leur corps défendant j'imagine.

Quant aux épreuves de sélection peut-être ne s'imposent-elles pas, à ce titre du moins.

Il y a de fortes chances pour que s'abstiennent ceux dont la sélection n'est pas entièrement assurée, quoique probable, et qui ne veulent pas risquer de perdre leur « cote » sur un mauvais jour. Il y a aussi les cas des athlètes fragiles mais de valeur qualité, qui ne sauraient fournir deux séries efforts à une semaine d'intervalle, par exemple Chypre ou Mège.

A vrai dire, la F.F.A. aurait dû constituer son équipe et faire confiance aux hommes choisis, quel que soit le résultat obtenu par eux, le 26 août. Ce qui aurait évité des dérobades fâcheuses sans doute, mais parfaitement compréhensibles.

Gaston MEYER.

Storskrubb : 52 s. 9/10 aux 400 m. haies

STOCKHOLM, 22 août. — Au cours de la première journée du match Suède-Finlande (58 à 41), Storskrubb a battu le record de Finlande des 400 m. haies en 52 secondes 9/10. Il détenait le précédent record avec 53 secondes 4/10.

Les provocateurs voulaient fonder un « maquis » en CORRÈZE

TULLE, 22 août. — D'anciens maquisards — ou se disant tels — menaient depuis un certain temps, en Corrèze, une action assez trouble. Ils exhortaient les jeunes gens à reprendre le maquis, exploitant la situation dans laquelle se débat notre pays. En réalité, il ne s'agissait que de provocateurs aspirant à semer le désordre.

Un communiqué des amis de F.T.P. de la région vient de remettre les choses au point : le temps du maquis est passé et tout appel à une « dissidence » quelconque ne peut que servir des buts antifrançais.

LE RAVITAILLEMENT

VIN. — 1 litre aux J3, M, C, et V.

ALIMENT CHOCOLATÉ. — A partir d'aujourd'hui, la vente de l'aliment chocolaté caséiné sera libre dans le département de la Seine.

ET VOICI les « Restaurants témoins »

La direction du contrôle du ministère du Ravitaillement fait examiner actuellement la situation des restaurants fermés pour une raison autre que celle de fermeture administrative ou judiciaire. Ceux-ci deviendraient alors des restaurants-témoins, gérés sous le contrôle du ministère du Ravitaillement, par des professionnels, avec l'accord de leur chambre syndicale.

Espérons que les restaurants-témoins seront plus accessibles que les fameuses boutiques-témoins !

Contre le marché noir du vin

M. Pineau vient de décider que toutes les licences d'exportation de vin non encore honorées à la date du 21 août, devraient être considérées comme nulles et non avenues. Les détenteurs de telles licences peuvent, encore une fois, en obtenir validation en s'adressant au cabinet du ministre du Ravitaillement, 53, quai d'Orsay. Ils devront indiquer la date et le numéro de la commande sur laquelle ils avaient sollicité cette licence et les conditions dans lesquelles elle leur fut délivrée.

Deux cents tonnes de café dans la Seine

LE HAVRE, 22 août. — L'automoteur français « Sporting », chargé de 200 tonnes de café, pris en transbordement au Havre à destination de Paris, a été abordé en Seine, près de Rouen, par un navire américain. De graves avaries ont obligé le « Sporting » à s'échouer et l'eau recouvre le navire à chaque marée, mais on procède au sauvetage partiel de la cargaison.

Des provocateurs voulaient fonder un « maquis » en CORRÈZE

TULLE, 22 août. — D'anciens maquisards — ou se disant tels — menaient depuis un certain temps, en Corrèze, une action assez trouble. Ils exhortaient les jeunes gens à reprendre le maquis, exploitant la situation dans laquelle se débat notre pays. En réalité, il ne s'agissait que de provocateurs aspirant à semer le désordre.

Un communiqué des amis de F.T.P. de la région vient de remettre les choses au point : le temps du maquis est passé et tout appel à une « dissidence » quelconque ne peut que servir des buts antifrançais.

A TRAVERS LE MONDE

Le premier Conseil municipal démocratique allemand a été formé

Le premier conseil municipal démocratique allemand vient d'être constitué à Wilhelmshaven avec l'approbation des autorités britanniques. Cette mesure est la première application de la déclaration de Potsdam, selon laquelle les Allemands recevraient le droit de se gouverner eux-mêmes.

FRANCE

■ **Nous aurons en mars du savon de Marseille.** On attend l'arrivée massive d'arachides et d'autre part il y a dans le pays d'énormes possibilités.

■ **Vingt morts dans un accident d'avion.** L'appareil, venant de Lyon et effectuant le rapatriement de Nord-Africains, s'est écrasé près du Teil.

■ **Pour la première fois depuis 1940,** ce « Bourgogne » revient à la Chambre pour accorder le droit de vote aux femmes.

■ **L'échec des essais de fusion avec le parti communiste** semble devoir être consacré par le congrès socialo-démocrate danois.

■ **Une vaste réforme de la vie du pays** et d'importantes socialisations sont étudiées par le congrès socialo-démocrate danois. Les élections auront lieu fin septembre.

■ **Le Pape a reçu le conseiller spécial du président Truman en audience privée.** Il est possible que celui-ci, M. McKim, soit nommé représentant du président Truman au Vatican.

■ **Les fonds italiens, bloqués** après la libération de la Belgique, ont été débloqués et remis à la disposition de leurs propriétaires.

■ **39 généraux et 40 colonels italiens** ont été destitués pour avoir collaboré, après le 13 octobre 1943, avec les forces armées contre l'Italie.

■ **70 millions de tonnes de marchandises** sont arrivées en juillet dans le port de Trieste, ce qui représente 40 % d'augmentation depuis que Trieste est utilisée comme port d'entrée pour les envois de l'U.N.R.R.A.

ASIE

■ **M. Sami Soh va former le cabinet libanais.** C'est un député musulman sunnite.

AMÉRIQUE

■ **Un emprunt de 20 millions de dollars** à l'Amérique est négocié en ce moment par le Danemark. La pénurie de dollars dont souffre ce pays l